

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

rien contre l'inflation

éditorial par bertrand renouvin

Crise de l'Etat, crise de la société, menaces sur la nation : tels sont les trois phénomènes qui se conjuguent depuis plusieurs mois, mettent en péril l'ensemble de la communauté française.

Heureusement, disait-on, que Valéry Giscard d'Estaing résoudra les problèmes et écartera les périls. N'a-t-il pas promis d'être un « vrai président », actif et efficace ? Ne s'est-il pas présenté comme l'homme du « changement » ? N'a-t-il pas réaffirmé sa volonté de défendre l'indépendance nationale ?

Moins d'un mois après les résultats du second tour, il faut bien convenir que rien n'est résolu, et qu'aucun danger n'est écarté : les événements de la semaine dernière le prou-

vent, résumant de façon significative le débat politique d'aujourd'hui.

— L'affaire Servan-Schreiber d'abord. Elle révèle, dans sa genèse et son aboutissement, la véritable nature du système giscardien. Servan-Schreiber, nous l'avons dit, est un irresponsable malfaisant : en bonne justice, ce n'est donc pas lui qu'il faut condamner, mais bien celui qui l'a nommé, en sachant pertinemment ce qu'il faisait. Connaissant les « idées » et la bouffonnerie du personnage, Giscard d'Estaing porte la responsabilité d'une crise qui ne pouvait manquer d'éclater.

Le Président de la République a ainsi révélé son mépris des gens, qui définit toute sa politique. Car c'est se moquer du monde que de

nommer un incapable notoire à la tête du ministère des Réformes, puis de supprimer le ministère en renvoyant l'homme. En ne désignant pas de successeur, il avoue que cette administration n'était qu'un trompe-l'œil. D'autre part, il est inquiétant que Giscard d'Estaing ait décidé le renvoi du directeur de « L'Express » pour des raisons de forme, et non de fond. Cela signifierait-il que le Président de la République, chef des armées, accepte une remise en cause du système français de défense ? Et pourquoi a-t-il décidé de faire des « économies » sur les tirs prévus cette année, alors que la force de dissuasion est essentielle pour notre sécurité et notre indépendance ?

(suite p. 3)

un plan "anti-inflation"?

Le rétablissement de l'équilibre économique extérieur, souci primordial du chef de l'Etat, semble bien passer aujourd'hui avant la lutte contre l'inflation. Certes, M. Fourcade n'a pas manqué d'associer étroitement ces deux préoccupations, déclarant notamment : « Il n'y a pas de transformation de la société, dans le sens d'une plus grande justice, qui soit compatible avec l'inflation. Il n'y a pas d'indépendance nationale compatible avec un déficit et l'endettement avec l'étranger. »

Idées simples et claires qui rendent une image assez exacte des difficultés actuelles de l'économie française, fortement marquée à la fois par une inflation d'environ 15 % l'an et un déficit extérieur qui pourrait atteindre quelque 30 milliards de francs pour 1974. Constatant que cette inflation — due pour une part seulement au renchérissement du pétrole brut importé et à la hausse des matières premières — est largement entretenue par une « surchauffe » de la demande interne (un accroissement de la consommation en même temps qu'une certaine saturation des capacités de production) qui accroît ce grave phénomène, le Gouvernement est convaincu que la recherche de l'équilibre extérieur passe par le ralentissement de la consommation interne, un « refroidissement » dont les effets ne pourraient être qu'anti-inflationnistes. L'orientation du plan gouvernemental correspond à cette analyse, à cette priorité donnée à l'équilibre extérieur, à cette confiance dans certains mécanismes de régulation de l'économie.

DES MESURES INOPERANTES

Plutôt que de bâtir un plan anti-inflation digne de ce nom et de conduire des actions précises et efficaces en matière d'indépendance économique — dont l'action sur la balance des paiements n'est que l'un des aspects —, M. Fourcade a choisi de poursuivre la voie tracée par M. Giscard d'Estaing Rue de Rivoli : parcellisation des efforts, diversification des mesures dans un ensemble faussement cohérent, effets au mieux très longs à venir, au pire proprement négatifs, sur l'emploi et particulièrement sur les salaires.

Aucune des seize mesures annoncées ne s'en prend directement à l'inflation.

L'objectif avoué étant de réduire la consommation interne pour permettre aux entreprises d'exporter plus, on imagine difficilement qu'un relèvement de 2 % des taux d'intérêt servis par les caisses d'épargne, assurant une protection très imparfaite contre l'érosion monétaire, puisse inciter les Français à épargner plus. Le recours à l'épargne forcée, aux dé-

attention!

Il ne reste plus que 8 jours pour profiter de nos anciens tarifs d'abonnement. Le 1^{er} juillet sera appliquée la hausse à laquelle l'augmentation constante des frais d'impression nous contraint. Tous nos abonnés ont la possibilité de renouveler leur abonnement à l'ancien tarif, quelle que soit leur date d'échéance.

Nous demandons d'autre part à ceux d'entre vous dont l'abonnement arrive à échéance au 1^{er} juillet (mention 7/72, 7/73, 7/74 sur la bande du journal) de nous envoyer le montant de leur abonnement spontanément sans attendre d'avis de notre part. Ceci nous évitera des frais importants de secrétariat. Merci d'avance.

pens des plus gros contribuables, risque également d'être assez inefficace, la quasi-totalité d'entre eux ayant les moyens d'épargner moins ou de diminuer leur encaisse bancaire.

On notera pourtant la manifestation d'une certaine volonté de justice fiscale par l'institution de majorations progressives d'impôt pour près d'un cinquième des contribuables français. Mais on sait que l'impôt sur le revenu ne représente guère plus de 18 % du total des recettes fiscales de l'Etat. Par contre les impôts indirects et plus particulièrement la T.V.A., qui frappent uniformément les petits et les gros revenus, constituent encore les deux tiers des recettes fiscales. La réforme fiscale est donc repoussée sine die. L'habituel couplet sur le renforcement de « la lutte contre la fraude fiscale » renforce cette impression.

Le prélèvement fiscal le plus important, ponction uniquement conjoncturelle, frappe toutes les sociétés. L'impôt sur les sociétés (50 % du bénéfice fiscal) est majoré de 18 %, le minimum de perception s'élevant à 3.000 francs. Cette dernière disposition, dont le rendement est estimé à 5 milliards de francs, concerne notamment les sociétés ne réalisant pas de

L'ETAT-RIVOLI VU PAR GEORGES POMPIDOU

« Notre administration se réclame volontiers de Napoléon. En fait dans le domaine économique elle est la fille du gouvernement de Vichy, je veux dire qu'elle se comporte comme si elle était chargée d'administrer la pénurie... Les bureaux ont leur idée sur la production, sur la répartition, sur les prix, sur les marges considérées comme normales, sur la structure même des entreprises, les fusions qu'il faut favoriser et celles qu'il faut contrarier. Dès lors, la vie du chef d'entreprise devient une espèce de débat permanent avec les bureaux au point que les grandes affaires trouvent plus utile de mettre à leur tête des hommes ayant des relations dans les ministères techniques ou au ministère des finances plutôt que des dirigeants ayant fait la preuve de leur capacité en affaires. »

(Le nœud gordien, pp. 138-139.)

bénéfice fiscal. Action très symbolique. La somme forfaitaire de 3.000 francs représente à peine le tiers du salaire mensuel d'un bon conseiller fiscal, dont la connaissance précise de la législation permet à plus d'une grande firme de présenter à ses actionnaires un bénéfice social en constante progression et au fisc un exercice en perte.

Cette mesure sera sans aucun doute répercutée sur les prix, en l'absence de tout changement dans la réglementation actuelle. Elle ne peut qu'accroître les difficultés des petites entreprises. Ce sont les mêmes petites et moyennes entreprises qui subiront fortement le contrecoup du maintien de l'encadrement du crédit, autre mesure adoptée par M. Fourcade.

L'ancien directeur général de la première banque privée française, le Crédit Industriel et Commercial eut certainement à connaître le problème de la rentabilité du secteur immobilier en France. Cela explique sans aucun doute sa mansuétude quant au prélèvement sur les profits immobiliers taxables — autre mesure fiscale —, ou au déblocage des loyers d'immeubles neufs et de bureaux. Toutes mesures assurément propres sinon à stopper l'inflation, du moins à relancer les exportations !

éditorial (suite)

— Le « plan anti-inflation » ensuite. On avait laissé prévoir des mesures tellement draconiennes que beaucoup sont surpris de sa modération. Au point d'oublier lacunes et contradictions.

C'est que les décisions gouvernementales ne constituent pas un plan anti-inflationniste, mais simplement un plan fiscal qui ne s'attaque pas aux causes profondes du mal. Même s'il est renforcé dans certains domaines au cours de l'été selon la vieille tradition giscardienne. Il faut aussi remarquer que le plan ne s'accompagne d'aucune politique tendant à développer les exportations. Au contraire, la pénalisation des investissements privés constituera un frein aux exportations, à moins que les entreprises ne décident le blocage

En définitive l'ensemble de ces mesures ne s'accompagne pas d'un véritable plan de développement des exportations. Seuls les crédits de préfinancement des contrats d'équipement passés avec l'étranger échapperont à l'encadrement. Les quelques économies d'énergie annoncées, la pression sur l'investissement, par le biais de la modification du barème de l'amortissement dégressif, ne correspondent en rien à l'objectif proclamé. Bien au contraire cette dernière modification pourrait avoir à terme un effet désastreux sur l'emploi et conduire certaines entreprises à bloquer les salaires. Ce que le gouvernement cherche à obtenir en faisant porter cette responsabilité aux entreprises les plus fragiles, les plus menacées par l'inflation.

A QUI PROFITE L'INFLATION ?

A vrai dire, on se demande si l'inflation qui pénalise les petites entreprises, l'ensemble des salariés, les faibles revenus et les défavorisés de la croissance inquiète outre mesure M. Fourcade. Faut-il suivre M. Rocard lorsqu'il affirme : « Contrairement à ce qu'ils croyaient, les Français ont voté pour l'aventure car ils ont voté pour l'inflation » ? Il est certain que le plan d'austérité présenté par le gouvernement semble lui donner raison. Il est moins sûr que les solutions purement techniques préconisées par la gauche pour enrayer ce mécanisme connaissent plus de succès.

Outre une pénalisation des individus les moins protégés et une désorganisation progressive de l'économie, l'inflation entraîne aussi l'apparition de comportements sociaux inquiétants et creuse le fossé entre ses bénéficiaires et ses victimes. Pour analyser ces effets seconds de l'inflation, il faut avoir recours au concept de « monnaie fondante » qui eut son heure de succès et redevient très actuel. En effet un salarié qui dépenserait très régulièrement tout au long de l'année un revenu net mensuel de 2.000 francs, dans une situation où l'inflation atteint 15 % l'an, déclarera au fisc 24.000 francs et n'aura disposé réellement que d'environ 22.000 francs. L'inflation se révèle donc comme un impôt indolore. Si ces revenus avaient été déposés sur un compte bancaire (non rémunéré) le bénéficiaire de l'inflation aurait été la banque.

A l'extrême, la situation des retraités dont la pension est inexplicablement versée tous les trois mois seulement est encore plus grave.

Il faudrait approfondir cette analyse pour déterminer qui profite de l'inflation, et dans quel but. Pour l'instant, force est de constater que rien de sérieux n'est entrepris pour la combattre.

P. D'AYMERIES

des salaires, comme le souhaite le gouvernement.

Est-ce cela « l'effort » demandé par Giscard d'Estaing, trop timide, trop limité pour avoir quelque chance de réussite ? Est-ce cela la « justice » annoncée, puisque cette inflation qu'on est incapable de briser ne cesse d'engendrer de scandaleuses injustices ?

— Le sommet « atlantique » enfin. Convoqué par un Nixon aux abois sur le plan intérieur, il a pour objet la signature d'une « charte atlantique », dont la redéfinition des rapports politiques entre l'Europe et les Etats-Unis constitue la pièce maîtresse. Comme en février dernier, l'ambition américaine est évidente : elle veut s'assurer la direction du bloc « occidental », le sou-

mettre à sa loi politique, militaire et économique.

En bons valets, Wilson et Schmidt se sont empressés de répondre par l'affirmative à l'initiative américaine. On dit aussi que la France sera représentée, ce qui n'est pas souhaitable a priori. Mais rien ne serait perdu si elle refusait de signer la charte constitutive d'une nouvelle dépendance. Avec un Sauvagnargues, un d'Ornano, un Lecanuet, un Abelin, une partie du gouvernement actuel y est moralement prête à signer. Mais Giscard osera-t-il ? Car il risquerait de payer cher une soumission trop rapide à l'impérialisme américain.

Bertrand RENOUVIN

contrastes

Etrange Amérique affublée d'un président méprisé à l'intérieur et fêté à l'extérieur. Etrange destinée d'un Kissinger compromis chez lui dans les plus grands scandales, et consacré à l'étranger pour son « sens de la justice et de la paix ». Faut-il voir là la marque de ces contrastes qui ne finissent jamais d'étonner ? Ou faut-il plutôt considérer qu'il s'agit non de deux aspects différents mais bien d'une seule et même réalité : d'un régime qui achète à l'intérieur à coups de dollars le silence et la complicité de politiciens marrons et qui, à l'extérieur, à l'aide de ces mêmes dollars, détourne les gouvernements arabes d'une politique intransigeante ?

DE LA DIPLOMATIE DU DOLLAR...

Peut-on vraiment parler de succès de M. Kissinger puisque celui-ci n'a fait que promettre l'aide économique américaine ? Sans rien obtenir de réellement tangible pour la cause de la paix en général, et pour la reconnaissance des droits des Palestiniens en particulier ? Les derniers ont été « évoqués » dans les entretiens que Nixon a eus durant son voyage au Moyen-Orient. Ainsi, le communiqué égypto-américain n'a fait qu'une timide allusion aux « intérêts légitimes de tous les peuples de la région, y compris le peuple palestinien ». Piètre consolation qui a bien failli passer inaperçue à côté des passages consacrés à l'aide promise par les Américains.

La politique du dollar menée par Kissinger au Proche-Orient doit contribuer à faire pardonner sinon oublier les retombées du Watergate. C'est la dernière chance du gang Nixon. Mais que se passera-t-il lorsque la politique arabe des Etats-Unis ne fera plus illusion, lorsque l'on s'apercevra que le « brillant docteur K » n'a fait que payer la claque ? Doit-on attendre de la part des successeurs de Nixon une politique d'autant plus pro-sioniste que l'aide accordée aujourd'hui à la reconstruction des pays arabes leur paraît inacceptable ?

... A L'IMPUISSANCE SOVIETIQUE

Caractéristique marquante des événements actuels au Proche-Orient : l'absence de toute initiative soviétique, même si la presse russe s'acharne à souligner que l'action de Kissinger est menée conjointement avec la diplomatie soviétique. Les événements de ces derniers mois ont marqué un net recul de leurs positions. C'est cette place vide que Kissinger

s'empresse d'occuper, grâce à un minimum de bon sens et à un maximum de dollars. M. Gromyko, qui ne dispose ni de l'un ni des autres, n'a pu qu'enregistrer ce retournement de situation. Lourdeur de la tutelle qu'elle entend exercer sur les pays « assistés » alors qu'elle n'offre qu'une aide calculée au plus juste — à un coût relativement élevé — toutes ces raisons ont contribué aux échecs successifs des alliances privilégiées que l'U.R.S.S. voulait pratiquer avec certaines capitales arabes. Le Caire en est le plus criant exemple.

Sur un plan plus général, ce sont tous les grands projets de la diplomatie soviétique qui se trouvent remis en question. Progressivement évincée des pays arabes, l'Union soviétique rencontre aussi des difficultés dans l'ensemble du Tiers-Monde. Moscou apparaît désormais plus comme le second super-grand que comme le chef de file de la révolution mondiale. C'est à cet égard un incontestable succès des thèses chinoises. Et il se pourrait bien que le retournement observé au Proche-Orient ne soit que le prélude à une série de phénomènes identiques dans d'autres pays, notamment l'Inde qui commence à prendre conscience du caractère onéreux de l'assistance russe.

Quant aux autres projets de M. Brejnev, ils sont grevés d'une lourde hypothèque : la conférence sur la sécurité européenne piétine, tandis que le projet de sécurité collective en Asie n'est plus qu'un vieux rêve auquel les diplomates soviétiques croient eux-même de moins en moins.

Cela signifie, à plus ou moins long terme, la mise en cause de M. Brejnev lui-même, auquel l'opposition « dure » du P.C. soviétique ne manquera pas de faire remarquer que la faiblesse des résultats obtenus ne justifiait en rien l'abandon d'une stricte orthodoxie marxiste en matière de relations internationales. A Moscou comme à Washington, un changement d'équipe n'est pas à exclure.

**

Toutes ces données font regretter l'absence de tout projet diplomatique français. Dans le cadre des problèmes qui se posent actuellement au Proche-Orient, la France peut incontestablement jouer un rôle politique et économique. Mais que faut-il attendre d'un gouvernement perdu dans ses rêveries européistes, beaucoup plus préoccupé par la recherche de l'alliance allemande que par l'élaboration d'une politique arabe cohérente ?

Youri ALEXANDROV

20 juin 1899

20 juin 1974

L'ACTION FRANÇAISE A 75 ANS

Depuis ses origines, des ouvrages nombreux et divers l'ont étudiée, bien qu'elle ait inspiré peu de travaux véritablement scientifiques.

En particulier sur les conditions de sa naissance. Beaucoup connaissent mal la France de 1897-1900, encore moins la « réaction nationaliste » de 1898-1899 et les mouvements qui s'en inspirent (socialistes patriotes, républicains plébiscitaires, royalistes traditionnels), leur composition idéo-sociologique. Or c'est d'elle qu'est née l'Action française : la tendance à négliger la relativité de cette naissance — qui aurait pu se dérouler dans d'autres conditions — et de ce développement, autant fruits de la liberté que des contingences, découle-t-elle de ce fait ?

Loin de nous la pensée d'exposer une simple chronologie de la naissance de l'Action française ; loin aussi celle d'encenser ou de critiquer a priori. Préendant « refaire en notre temps la grande aventure d'Action française », nous n'analysons le passé — avec ses analogies et ses différences — que pour mieux le comprendre afin de mieux agir aujourd'hui.

Se voulant l'application à notre temps du « meilleur » de l'Action française, de la science politique au dévouement royaliste, la « N.A.F. » tient à fêter, avant la revue « Arsenal », cet anniversaire.

Et quel plus beau cadeau d'anniversaire apporter que sa propre contribution à une meilleure connaissance de l'école de pensée et d'action dont on revendique l'héritage ?

Si la problématique a changé, si les passions s'atténuent, restent les combats et demeure le don de soi. L'historien se double du politique, et l'on excusera la « sympathie » du militant, qui est une « souffrance avec » pour ce qui fut, ce qui ne fut pas et ce qui reste à faire.

Car l'Action française, avant de prêter le flanc à la critique partisane, a été et demeure une école : école de pensée d'abord, école d'action aussi qui fournit à la France des fils fidèles et héroïques.

Ecole de pensée qui fut, dès ses débuts, un espace de libertés où se côtoyaient diverses tendances politiques, philosophiques, religieuses et artistiques. En ce sens, on peut être maurrassien sans être Action française : elle lui a pré-existé, mais il a toujours exercé une influence sur elle.

Mais on ne peut être maurrassien sans être royaliste : car Maurras a constitué, à force de raison et d'enthousiasme, la républicaine Action française en mouvement monarchiste, au point de la faire reconnaître telle en 1910 par le Prétendant lui-même.

La N.A.F. fête donc le 75^e anniversaire du « renouveau royaliste » : elle procède elle-même de l'esprit de Maurras, de l'esprit conquérant de l'Action française. Elle continue le corps de l'Action française par la filiation militante de ses membres et par le seul souci de redonner à la France l'institution monarchique fécondant les libertés.

Elle place cette fête sous le signe de la science et du royalisme qui devraient être en ces temps de déchirements des facteurs d'unité et d'amitié.

Philippe VIMEUX

Nous sommes heureux d'accueillir — en toute liberté — dans nos colonnes, notre ami François Callais, professeur d'histoire au lycée de Compiègne. Spécialiste de l'histoire de la III^e République, il a travaillé, entre autres, la tradition royaliste. Il participe aux « Cercles Universitaires d'Etudes et de Recherches Gaulliennes ».

1 - l'héritage royaliste

LE ROYALISME REDUIT A LUI-MEME

Depuis 1871 le royalisme, triomphant aux élections à l'Assemblée Nationale, est en reflux constant. La République est en place et bénéficie du caractère conservateur du suffrage universel, satisfait de l'ordre et de la paix. La mort d'Henri V, le comte de Chambord, en 1883, permet au comte de Paris de rassembler la quasi-totalité des forces royalistes et de tenter la reconquête légale du pouvoir. Aux élections législatives de 1885, les royalistes, camouflés en « conservateurs », c'est-à-dire en cléricaux, mettent en péril la République qui se venge, l'année suivante, en expulsant les Princes. L'exil du chef de la Maison de France pèse lourdement sur l'évolution du mouvement royaliste. En 1889, l'aventure boulangiste compromet à nouveau les royalistes, confondus avec les révisionnistes et les nationalistes de toutes sortes. Enfin le Ralliement, en 1892, réduit l'encadrement royaliste et décante les forces traditionalistes. Le partage se fait entre les régions « conservatrices », telle la Normandie, et les régions de fidélité royaliste, telles l'Anjou ou la Vendée. Le royalisme prouve son originalité et son indépendance par rapport à l'église catholique mais, réduit à ses propres forces, il ne peut plus mener le même jeu politique. La mort du comte de Paris, en 1894, semble coïncider avec un affaiblissement général des forces royalistes.

La monarchie n'est-elle plus qu'« une grande vieille chose morte » ?

DANS LA PRESSE...

Le royalisme conserve cependant une audience importante, ne serait-ce que dans la Presse et au Parlement. Certes, le comte de Paris réduit considérablement les subsides accordés aux nombreux journaux royalistes, préférant réserver son aide aux plus fidèles. Beaucoup de feuilles, en effet, sont simplement « conservatrices » et se présentent en organes de « défense sociale » ou de « défense religieuse », certaines cultivent l'équivoque « monarchiste » mais préfèrent le bonapartiste « Appel au Peuple ».

A Paris, chaque grand journal royaliste a sa clientèle particulière : le *Gaulois* dispute au *Figaro*, plus ou moins rallié, sa clientèle aristocratique que Léon Daudet qualifie de « salonarde » ; l'ineffable Arthur Meyer sait y doser savamment les comptes rendus des mondanités. Le *Moniteur Universel* a bien perdu de son éclat et sa clientèle, de tradition orléaniste et libérale, rallie de plus en plus le *Soleil* de l'académicien Edouard Hervé. La tradition légitimiste et sociale est maintenue par Gustave Janicot sous le titre prestigieux de la *Gazette de France*. Cependant que la *Vérité* rassemble les dissidents de l'*Univers* rallié. Si Léon Daudet, nationaliste qui se cherche, écrit dans le *Gaulois* et dans la *Libre Parole* de Drumont,

du ralliement à l'action française

Charles Maurras, déjà royaliste, fréquente aussi bien le *Soleil* que la *Gazette de France*.

« L'Association de la Presse monarchique et catholique des départements » réunit de nombreux journalistes qui savent entretenir le goût de la discussion doctrinale et de la polémique. Sur une centaine de journaux « conservateurs » qui restent subventionnés, la moitié défend ouvertement les idées royalistes et notamment une trentaine de quotidiens ou de tri-hebdomadaires répandus. Le Midi, surtout aquitain et languedocien, possède un tiers de ces feuilles, l'ouest a un autre tiers, le reste se localise dans le Massif-Central et les Pays de la Loire ou se disperse au Nord et à l'Est.

... ET AU PARLEMENT

Au Parlement, si le bloc des sénateurs royalistes de l'Ouest reste important jusqu'en 1914, la chambre des députés traduit davantage le retrait des forces traditionalistes. Dès 1893 il n'y a plus que 60 monarchistes face à 35 ralliés.

Les professions de foi et les votes de ces monarchistes démontrent l'existence de nuances importantes : 36 seulement se battent « pour Dieu et pour le Roi » et, en fait, il n'y a guère qu'une quinzaine d'irréductibles ; 24 tournent la difficulté en ne mentionnant pas la République ou en faisant seulement allusion à leurs « opinions bien connues », parmi eux des bonapartistes plébiscitaires, des anticléricaux charentais, des conservateurs normands qui en fait acceptent le régime. D'ailleurs depuis le Ralliement le fossé se comble entre conservateurs et modérés, dont la coalition soutient le ministère Méline et s'oppose bientôt à la politique anticléricale et antimilitariste du « Bloc des gauches ». La réélection de certains députés royalistes dépend parfois d'un appoint modéré, ce qui explique leur prudence.

La carte des élections législatives ne correspond pas exactement à celle de la Presse ; si on retrouve nettement le bastion de l'Ouest, centré sur Nantes, les « blancs du Midi » par contre semblent nettement minoritaires, sauf dans les Cévennes ; ailleurs il n'y a que quelques foyers isolés. L'effectif des députés monarchistes, formant le groupe des « Droites », diminue constamment et passe à 35 en 1898, puis à une quinzaine en 1914. Il faut attendre 1910 et 1914 pour qu'un Jules Delahaye, à Cholet, sous l'influence de l'Action Française se proclame encore plus agressivement royaliste que le fidèle vendéen Baudry d'Asson.

LE CATHOLICISME SOCIAL

Sur le plan parlementaire l'apport de la « Droite » est longtemps original et Albert de Mun traduit les idées de son ami La Tour du Pin ; mais les propositions de lois sociales, nombreuses de 1884 à 1892, le sont beaucoup moins après le Ralliement. Le catholicisme social, jusqu'ici royaliste, et particulièrement légitimiste, irrigue désormais la Démocratie Chrétienne. En 1896 se tiennent un « Congrès National de la Démocratie Chrétienne » et un « Congrès social monarchiste » qui étudient les mêmes thèmes, sous le patronage commun du marquis René de La Tour du Pin. Ce dernier fut le principal fondateur de l'œuvre des « Cercles Catholiques d'ouvriers » et mérita du comte de Chambord, lui-même auteur d'une

le renouv

« Lettre sur les ouvriers » rédigée en 1865, cette attestation : « toutes ses pensées sont les miennes » ; prenant la suite des Villeneuve-Bargemont, Villermé, Le Play, Berryer et des chrétiens-sociaux allemands et autrichiens, il fonde un corporatisme ouvert. Charles Maurras proclamera : « M. de La Tour du Pin n'est pas d'Action Française, c'est l'Action Française qui est de M. de La Tour du Pin ».

2 - la nouvelle génération

LE DUC D'ORLEANS ET LA « JEUNESSE ROYALISTE »

Une lettre du duc d'Orléans à un journaliste du *Gaulois* (Jules Cornély, le 27-12-96), énonce que : « la fonction du Roi est de protéger les petits contre les grands et de faire que dans notre généreux pays où surabondent tant de mérites désintéressés, l'argent ne soit pas tout ». Ainsi le nouveau chef de la Maison de France prouve son attachement à la tradition capétienne de lutte contre les féodalités, la plus dangereuse étant devenue celle de l'argent. Le Prince s'était rendu populaire quand, arrivé à l'âge de la conscription en 1890, il se rendit à Paris pour s'y faire enrôler mais fut arrêté et détenu plusieurs semaines à Clairvaux. Le prince « Gamelle » avait complètement accompli la fusion dans son entourage, anciens orléanistes et légitimistes se mêlaient dans ses Conseils et son Service d'Honneur ; secouant la tutelle des conseillers de son père, tous imbus de libéralisme parlementaire, il leur préfère un avocat de la « Jeunesse Royaliste », André Buffet, qu'il place, en janvier 1898, à la tête de son Bureau Politique.

« Prince de la jeunesse », le duc d'Orléans avait su conquérir les éléments les plus dynamiques du mouvement monarchiste. La « Jeunesse Royaliste » a préfiguré « L'Action Française » : par son organisation qui réunit 30 000 hommes, regroupés en 18 groupes parisiens et 34 provinciaux, avec des « groupes ouvriers », d'ailleurs souvent formés d'artisans, par ses slogans tel que « par tous les moyens », par l'emploi de la démagogie nationaliste et antisémite, par sa recherche du « coup de force ». Les « jeunes royalistes » refusent aussi de se déguiser en conservateurs et, aux élections municipales de 1896, à Bordeaux, radicaux-socialistes et royalistes s'unissent victorieusement contre les républicains modérés.

Le développement de l'Affaire Dreyfus donne bon espoir de prendre le pouvoir en utilisant les troupes de choc nationalistes. Le 22 février 1899, à San Remo, le Prince lance sa fameuse formule sur la fortune anonyme et vagabonde, assimilée d'ailleurs à la « puissance juive », et affirme je suis formellement décidé à m'appuyer sur l'armée et sur le peuple. Hélas ! le 29 Février c'était la lamentable équipée de Déroutade devant la caserne de Reuilly et l'échec de ce nouvel « Appel au Soldat ». Le gouvernement de Waldeck-Rousseau pratique la « défense républicaine » en faisant arrêter, en Août, une trentaine de royalistes, nationalistes et antisémites, amalgamant au cours

veau du royalisme

d'un vaste procès devant le Sénat, réuni en Haute-Cour, ceux qui n'avaient pas su coordonner leur action ou même se combattaient âprement. André Buffet et Eugène de Lur-Saluces (ce dernier d'abord contumace), demeurent en exil jusqu'en 1905 ; c'est auprès d'eux que Charles Maurras commence son « Enquête sur la Monarchie ».

L'ENQUETE SUR LA MONARCHIE ET LA DETTE DE MAURRAS

Dans *Le Tombeau du Prince*, publié en 1927, Maurras rend hommage au duc d'Orléans : *Il était notre recruteur et notre animateur, et vante le Nationalisme démophile de Philippe VIII qui affranchit la notion de royauté ; on ne sera plus royaliste seulement par tradition de naissance mais aussi par une prise de conscience nationale. Maurras précise : Sans son programme des années 1894, 1895, 1896, 1897, 1898 et 1899, je n'eusse jamais pu écrire en 1900 l'Enquête sur la Monarchie, puis il proteste contre ceux qui affirment que l'Action Française a donné un programme au prétendant ; au contraire elle l'a reçu de lui, par ses messages et par l'intermédiaire des deux exilés de Bruxelles. On s'étonne que Maurras ait milité pour un prince inconnu de lui, de 1896 à 1902 : je ne l'avais pas vu, mais je l'avais lu. J'avais suivi ses admirables, ses incomparables avertissements à la France de l'affaire Dreyfus, véritables et premières prophéties d'avant-guerre. D'abord rétif, puis intéressé, puis saisi aux entrailles. Maurras insiste sur le fait que : Les actes décisifs du Prince ont eu lieu entre 1894 et 1900. L'Enquête n'a fait que conclure avec l'aide d'André Buffet, et celle d'Eugène de Lur-Saluces : Ce gentil-homme si cultivé portait en lui tout ce que Bonald, Maistre, Blanc de Saint-Bonnet, Veuillot avaient élaboré pour nous depuis 75 ans. Il allait jusqu'à Taine et Bourget. Nous arrivions avec d'autres auteurs classés plus à gauche et tout aussi concluants en faveur de la réorganisation nationale et royale, de Renan à Barrès, de Fustel à Proudhon, à Guesde, à Lafargue.*

Dans sa lettre du 5 septembre 1900, le duc d'Orléans ratifie l'essentiel des idées que ses deux amis, ses deux témoins, alors bannis par la Haute-Cour, avaient émises sur la réforme des réformes : la réduction de l'étatisme et le principe décentralisateur. Ce programme, Maurras le précise dans un article du *Soleil* (10 Mars 1900) sous le titre « La propagande royaliste » : *La monarchie ne plaît ni ne déplaît en France, elle est ignorée... Il est certain que la tradition est rompue même moralement... Sauf en quelques régions très rares. Maurras pense que cela vaut mieux : une véritable révolution pourra s'effectuer, qui ne sera ni la restauration parlementaire du XIX^e siècle, ni la restauration de l'ancien régime bourbonien présidé par un César héréditaire... il s'agit, en un mot, de revenir à la pratique des meilleurs moments de la monarchie, quand les communes et les associations de tout ordre s'administraient elles-mêmes et que le roi se renfermait dans la gestion des intérêts supérieurs de la patrie.*

L'Enquête sur la Monarchie provoque un renouveau du vieux « parti royaliste » ; publiée dans la *Gazette de France* puis en fascicules,

dont le premier (dialogue avec les exilés et première réponse, celle de Paul Bourget) est répandu à plus de 500 000 exemplaires. Il s'agit d'une vaste opération de propagande doctrinale et Maurras élargit son audience, l'année suivante, grâce à « Une campagne royaliste », série d'articles que publie le *Figaro*.

3 - l'action française s'impose

COEXISTENCE ET CONCURRENCE

La « Jeunesse Royaliste » s'est fondue, depuis la Haute Cour, au sein des Comités départementaux traditionnels. L'activité est grande dans tous les domaines : « Librairie Nationale », « Congrès monarchiques de presse et de propagande », « Etudiants Royalistes », « Dames Royalistes », « Action royaliste populaire » encadrant des « groupes ouvriers » et travaillant avec « L'Avant-garde royaliste » (fondée en 1901 par Firmin Bacconnier), nombre de cercles et d'œuvres divers. Que de bonnes volontés ! Que d'efforts ! Il faut lutter contre le manque de capitaux, l'isolement, la concurrence des ralliés de l'« Action Libérale », la tentation de l'apolitisme, particulièrement nette dans la presse provinciale où trop souvent on ne crie « Vive le Roi » que le Dimanche.

L'Action Française « royalisée » et formée en ligue à partir de janvier 1905, s'impose en trois années et, dès 1907, éclipse toutes les autres organisations traditionnelles ; elle constitue des groupes parallèles aux formations anciennes qui pour la plupart se vident et s'assoupissent, mais certaines résistent à l'emprise. La Presse en place pâtit aussi du succès rapide, à partir de 1908, du nouveau quotidien. Conscients du génie maurrassien et du dynamisme des néophytes qu'il a convertis, les anciens cadres royalistes sont d'abord reconnaissants mais s'inquiètent aussi de la démarche positiviste de Maurras et des thèses biopolitiques de Bourget. Maurras répond qu'il ne faut pas opposer ce qui peut être composé : la propagande d'idée et de doctrine et la propagande de sentiment. Tout le monde s'accorde sur la nécessité de royaliser les esprits et d'abord de convertir les nationalistes afin de pouvoir exploiter efficacement une nouvelle affaire Dreyfus ; il s'agit d'élargir au maximum l'opération qui vient d'être réussie au sein de l'Action Française. Quels chefs seraient mieux qualifiés pour mener cette entreprise que ceux de cette même Action Française ?

LE CONFLIT

Cependant beaucoup d'anciens membres de la « Jeunesse Royaliste » acceptent mal la prééminence de « L'Action Française », contestant sa démagogie nationaliste et surtout antisémite ainsi que ses manifestations violentes et provocatrices ; alors que tous les royalistes avaient combattu au premier rang lors des « inventaires » que la République imposa à l'Eglise. Les anciens « trublions » se sont assagis en s'intégrant dans l'appareil traditionnel du mouvement, ils ont l'appui des parlementaires libéraux que Maurras place parmi « les Princes

des Nuées », mais il s'agit surtout d'une querelle de méthodes et d'hommes. La rivalité est particulièrement forte entre « L'Accord Social » de Firmin Bacconnier et l'Action Française : ils se disputent la même clientèle populaire, ils s'accusent mutuellement de collusions avec l'anarcho-syndicalisme.

Après une première alerte, en Mars 1910, le conflit éclate le 25 Novembre de la même année : le nouveau chef du bureau politique, le comte Henri de Larègle, publie des « Instructions » visant à garantir l'indépendance de l'appareil royaliste face à l'Action Française qui ne tolère pas d'être mise à l'écart et tenue en suspicion. Le combat est inégal : le prestige des idées, le dynamisme de l'organisation, l'adhésion de la jeunesse intellectuelle contraignent le Prince à céder l'autorité de fait à la nouvelle ligue. En apparence tout semble rentrer dans l'ordre mais le choc a été rude et les conséquences sont graves.

LA REGENCE DU NATIONALISME

Les cadres du mouvement se rallient presque tous au Prince : sur environ 75 présidents de comités départementaux, on ne compte que 11 « rebelles » ; à la suite du vieux chouan qu'était le général de Charette, presque tous les notables royalistes avaient affirmé leur loyalisme. Tous devaient peu à peu se démettre ou se soumettre et la guerre de 1914 consacra le monopole que l'Action Française aura désormais dans la direction du mouvement royaliste ; c'est une lourde charge et bien des pesanteurs sociologiques, bien des compromis, vont désormais entraver son action, risquant ainsi la confusion avec une « Droite » conservatrice pourtant méprisée. Le « chantier d'idées » vanté par Barrès, n'est plus aussi fécond. Le contact populaire n'est plus aussi activement recherché. Pour ne plus donner prise aux accusations de collusions avec les anarcho-syndicalistes, l'Action Française se cantonne dans une théorie corporatiste mal adaptée au monde moderne et Georges Valois ne mène qu'une action marginale. N'oublions pas que la Revanche n'était plus « Reine de France » ; bientôt la guerre et les défaillances de notre diplomatie allaient contraindre Maurras à se tenir constamment au créneau, obsédé à juste titre par le souci de préserver le sang français.

L'Action Française n'aurait-elle pas gagné à jouer le rôle de « franc-tireur » du mouvement royaliste que voulait lui attribuer le duc d'Orléans ? Le royalisme lui-même n'a-t-il pas souffert de se confondre avec une personnalité, si géniale fût-elle, et dont la polémique féroce ressassait le vocabulaire des luttes boulangistes et dreyfusardes. L'Action Française n'a fait que reprendre, plus efficacement et plus systématiquement, la stratégie du duc d'Orléans et de la « Jeunesse Royaliste » mais ce modèle, valable en un temps donné, devint exclusif et l'on fit souvent un absolu de ce que Maurras lui-même considérait comme une fâcheuse nécessité. Du « compromis nationaliste » l'Action Française espérait bien aboutir rapidement au « nationalisme intégral » ; sa mainmise sur le royalisme, à la veille de 1914, se serait justifiée par le succès.

François CALLAIS

« Toute poésie est surprenante. Elle est par essence une nouveauté du langage... Lire un poème véritable, c'est vivre la surprise du dépassement du langage humain... »

Gaston BACHELARD

le théâtre en crise

Qui d'entre nous n'a entendu parler de la crise du théâtre ? Et ceux qui, auteurs, comédiens ou metteurs en scène, participent activement à la vie théâtrale, sont souvent interrogés à ce sujet.

Cette crise est-elle réelle ? Oui le théâtre est en crise, ballotté qu'il est entre de nombreuses tendances, écartelé par des moyens d'expression frères : cinéma et télévision, qui ressemblent fort parfois à des frères ennemis. Mais doit-on s'étonner de cette réalité et la déplorer ? C'est là une autre question, la véritable sans aucun doute.

Le théâtre est le reflet de la société ; la nôtre est en état de crise permanente, ne se fixe pas. N'est-il pas logique qu'il en soit de même pour le théâtre ? Celui-ci prouve ainsi sa raison d'être, en participant à ce bouillonnement continu, à cette recherche fiévreuse du mieux être et de ce quelque chose d'indéfinissable qui se situe au-delà de l'apparence, au-delà du réel, et dont l'âme humaine a d'autant plus soif qu'elle est emprisonnée dans un carcan de contraintes matérielles.

Ceux qui déplorent la crise du théâtre le voudraient-ils momifié ? Un théâtre dont les pièces défileraient devant des rangées de spectateurs béats, encadrés par des critiques à l'esprit endormi dans le douillet confort procuré par la vérité acquise pour l'éternité.

Le théâtre, comme tout art, doit déranger les choses et les gens trop bien assis. Ceux qui le servent en appliquant consciemment ou non ce précepte, lui apportent cet oxygène perpétuel grâce auquel il survit. Mais il faut savoir que le théâtre est actuellement dans une période transitoire. Période qui se situe entre un passé où il était aisé de le définir à l'aide d'une classification bien ordonnée et précise, et un avenir où il trouvera des formes aux contours plus nets. Des formes qui seront en accord avec la société, la civilisation de demain, puisqu'elles en procéderont tout naturellement ou mieux encore naîtront avec elle.

Nous le pressentons, encore confusément peut-être, mais les voies nouvelles que devront emprunter les hommes de théâtre sont déjà là devant nous. Il nous faut les suivre sans perdre notre temps à savourer le confort des débris de formes agonisantes.

Mais comment reconnaître ces voies ? Ne sont-elles pas celles désirées par l'inconscient collectif au-delà des exégètes et des théoriciens ? Elles sont sans aucun doute tracées par le besoin d'imaginer autre chose, de pénétrer dans des domaines inconnus ou oubliés. D'aller au-delà de la simple notion de spectacle d'une part, et de rejeter le démonstratif et l'éducatif d'autre part. Il nous faut aussi dépasser les querelles de chapelles, et nous armer de la certitude qu'il est des voies différentes pour accéder à la vérité. Il n'est, par exemple pas de primauté du geste sur la parole ou inversement, mais il existe des moyens propres à certains plus qu'à d'autres.

En vérité, ces voies nouvelles sont vieilles comme l'homme et comme le théâtre.

Théâtre, pauvre théâtre qui se cherche, que l'on cherche vainement, qui peut encore l'entrevoir dans le désordre qui règne sur nos scènes ?

Il n'y a plus que l'apparence du théâtre : des gestes, des décors, des mots, de pauvres mots, des cérémonies dérisoires qui donnent encore l'illusion du théâtre, mais qui n'en possèdent plus la substance.

Les apprentis sorciers ont supprimé l'essence même du théâtre : le sacré, et se perdent dans leurs recherches intellectuelles et esthétiques : recherche d'un nouveau monde. Mais il n'y a pas de nouveau monde. Il n'y a que l'homme avec son petit passé, son présent cruel, et son avenir immense et incertain. La seule recherche que nous puissions faire, c'est à partir de l'homme qu'elle doit s'effectuer afin de retrouver sa vérité au-delà de sa petite vie d'animal pensant. Et nous hommes d'occident, devons la faire, cette recherche, avec nos moyens d'expression naturels et non ceux d'autrui : le verbe et non le geste, le verbe et non le son, le verbe et non la couleur... Le verbe ! notre intercesseur privilégié auprès des forces magiques, auprès des puissances de l'ombre, auprès des certitudes de lumière, auprès de l'invisible qui nous entoure.

Pierre LIMOUSI

regards sur les festivals

En ces mois d'été, le théâtre, tout comme le citoyen, cherche à s'évader de sa prison habituelle. Les festivals paraissent être le moyen rêvé pour cette évasion. Mais malheureusement, le théâtre en est chassé peu à peu au profit de la musique. La raison en est simple : il est plus facile d'organiser des concerts que de monter des pièces, surtout en plein air ; en outre, le choix des œuvres musicales, souvent fort traditionnel, n'offre guère de risques quant à la fréquentation du public.

Nous voulons, malgré tout, tenter d'éclairer le lecteur de cette page sur ce qui pourrait être sa pâture cet été en matière de théâtre. Quant à la musique, nous lui laissons la responsabilité de son choix parmi une pléthore de concerts donnés en toutes régions.

Tout d'abord, à Paris, a débuté le 12 juin le Festival du Marais et ce jusqu'au 13 juillet. Le théâtre y est peu présent : « Othello » présenté par les Tréteaux de France de Jean Danet, du théâtre de rue avec « Le Médecin volant » et « Georges Dandin » — la première pièce étant l'occasion de nous faire revivre les spectacles de bateleurs du XVII^e siècle —, et surtout la dernière pièce de Victor Haïm : « Comment harponner le requin ».

Ensuite, au Festival de Provins, le 28 juin : « La Vie offerte » par Jean-Louis Barrault et Madeleine Renaud, et les 24, 25 et 26 juin, au Festival de Lyon : « Yvonne princesse de Bourgogne » de Gombrowicz, par la Compagnie de la Mouche.

Et puis, et surtout, Avignon du 14 juillet au 10 août avec le « Fracasse » de Marcel Maréchal et, monté par le même : « La Poupée » d'Audiberti et une création : « Holderlin » de Peter Weiss, ces trois pièces dans la cour d'honneur du Palais des Papes. Au cloître des Carmes : une pièce de Jean-Pierre Bisson montée par le Théâtre Populaire de Lorraine. Toujours « Le Théâtre ouvert » de Lucien Attoun qui donnera lieu, espérons-le, à des découvertes enrichissantes, et « Le Gueuloir », créé également par Attoun, où des auteurs viendront lire leurs pièces. Et le Festival « Off » avec une quarantaine de spectacles où le meilleur côtoie le pire ; il faudra du flair et de la chance au spectateur-chercheur pour y rencontrer le théâtre tel qu'en lui-même.

Il y a certainement quelques oubliés parmi cette sélection, mais vraisemblablement peu car le choix proposé est fort maigre. Nous serions reconnaissants à nos lecteurs, qui découvriraient par ailleurs la pièce inconnue et rare, de nous le faire savoir.

nouvelles affiches

Une nouvelle affiche en deux couleurs (format 60 x 80 cm) est disponible. Elle est spécialement conçue pour faire connaître l'hebdo et le **Projet royaliste**. La période des vacances doit être mise à profit pour montrer, par ce moyen, la N.A.F. dans les endroits où nous n'avons pour l'instant aucune implantation.

Tarif :

- 10 ex. : 5 F (franco 7 F)
- 50 ex. : 22 F (franco 28 F)
- 100 ex. : 42 F (franco 50 F)
- 500 ex. : 190 F (franco 230 F)

L'impression de cette affiche en quantité importante nous a demandé un gros investissement. Nous vous demandons donc de passer vos commandes rapidement en les accompagnant de leur règlement.

réunions

SAINT-GERMAIN

Le mercredi 26 juin à 20 h 30, **conférence-débat** sur le thème « la N.A.F. et les élections présidentielles ». Le débat sera animé par Gérard Leclerc, directeur politique de la N.A.F.

Réunion au Café du Commerce (1^{er} étage), 10, rue de Pologne à Saint-Germain-en-Laye.

BORDEAUX

Vendredi 21 juin à 20 h, **dîner-débat** sur le thème « La N.A.F. après les élections ». Tous renseignements pratiques au local, 59, Quai des Chartrons.

LYON

Dîner-débat le vendredi 21 juin à 20 h, sur le thème « Les Elections ! Et après... ? » avec la participation de Georges Bernard, membre du Comité Directeur. Restaurant « Le Tonnelier », 10, rue Mulet, 69001 Lyon. Participation aux frais : 25 F.

en juillet-août à agde

Le camp de propagande se tiendra près d'Agde du 25 juillet au 10 août. Il est possible de ne participer que pour une durée partielle.

Conditions pratiques : pour toute la durée du camp, il sera demandé une participation de 125 F par personne couvrant l'ensemble des frais généraux du camp ainsi que les cinq repas collectifs, les soirs d'animation. Pour les autres repas, les campeurs pourront se procurer sur place nourriture et vin à des prix in-

téressants. La participation pour les campeurs de passage sera de 10 F par jour.

Nous conseillons à tous nos lecteurs et sympathisants que ne rebutent pas le camping et la vie en plein air, de participer à nos camps. Ce sera une excellente occasion donnée à nos sympathisants isolés et à nos nouveaux lecteurs de prendre contact, et de mieux faire connaissance avec la N.A.F. et ses dirigeants. **Une documentation est à votre disposition.** Vous pouvez vous la procurer en remplissant le bulletin ci-dessous.

en septembre aux aubiers

Le camp de formation aura lieu du 1^{er} au 11 septembre en Bretagne. Les inscriptions doivent être prises pour toute la durée du camp.

Conditions pratiques : le prix du séjour pour toute la durée du camp, tous frais compris, sera de 210 F. Pour les personnes inscrites avant le 1^{er} août, ce prix est ramené à 180 F.

NOM :

Prénom :

Adresse :

Ville :

Code postal :

- désire recevoir une documentation sur les camps de vacances.

- est plus spécialement intéressé par :

- le camp de formation de septembre
- le camp de propagande d'Agde.

A retourner à la N.A.F., 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

feux de la saint-jean

Les samedi 22 et dimanche 23 juin, chez M. d'Orgeval, Hameau de Avrissieu, commune de Ceyzerieu (Ain) (sur la N 404, entre Culoz et Belley).

Programme :

- Samedi 18 h : Réception.
- 19 h 30 : Repas tiré du sac.
- 21 h : Feu de la Saint-Jean. Animation.

- Dimanche 11 h 30 : Vin blanc sur la place du village.

- 12 h 30 : Repas au troquet (15 F).

- 15 h : Allocutions.

Il est conseillé d'apporter duvets et sacs de couchage. Participation aux frais pour les deux jours : 10 F (repas du dimanche non compris).

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (15 F), 6 mois (30 F), un an (55 F), de soutien (120 F) (*)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 642-31 Paris

à retourner à la N.A.F.-17 rue des petits-champs - Paris 1^{ER}

le nœud gordien

La librairie « Plon » vient de sortir un ouvrage posthume de Georges Pompidou. Ce livre n'est qu'une ébauche d'un ouvrage plus complet auquel s'était attelé le défunt Président pendant sa courte traversée du désert en 1968-1969. Un retour plus rapide que prévu à la tête de l'Etat l'a empêché de le terminer. Mais il a tenu, à l'approche de la mort, à confier les chapitres rédigés à un éditeur afin que les Français puissent prendre connaissance de ce qui devait être un programme de gouvernement et qui constitue en fait un testament politique.

Tel qu'il se présente, ce petit livre donne des aperçus significatifs sur la personnalité du second président de la V^e République. Il permet aussi de comprendre les limites et les échecs du système Pompidou.

Georges Pompidou apparaît à travers cet ouvrage comme un humaniste sensible mais sceptique, un pragmatiste peu soucieux de grandes théories, enfin un gestionnaire habile — mais sans projet ambitieux — de la société capitaliste.

FACE A LA CRISE DE CIVILISATION

L'humanisme de Georges Pompidou se manifeste notamment dans le chapitre consacré aux idées de mai et dans celui qui traite de la « société moderne ».

L'ancien chef de l'Etat a parfaitement compris quelles étaient les racines profondes de la crise de mai. Même s'il raille copieusement les fils de famille qui jouaient durant ces journées aux maoïstes sur les barricades, il se garde bien de faire l'erreur de la plupart des membres de ce qui sera sa « majorité silencieuse » : il ne croit pas que la manière forte suffit à redonner un idéal à une jeunesse qui, souvent choyée par la société de consommation, n'en vit pas moins dans une cité désertée par l'espérance.

Ceci l'amène à entrevoir par moments la critique fondamentale à faire à la dissolubilité démocratique. Il écrit notamment ces lignes étonnantes sous la plume d'un futur président de la République au sujet des « insurgés de mai » :

« Ne croyant à rien — dégagés de tous liens traditionnels —, ayant suivi le fameux Conseil de Sade « Encore un effort si vous voulez être républicains », ayant renié Dieu, la famille, la patrie, la morale, feignant d'avoir une conscience de classe tout en sachant parfaitement qu'ils n'étaient pas des travailleurs, encore moins des prolétaires mais des désoccupés sans vocation et par suite sans espoir, ils ne pouvaient que se tourner vers la négation, le refus, la destruction ». Et plus loin Georges Pompidou ajoute : « Quand M. Cohn-Bendit déclare qu'il s'est bien amusé, quand des jeunes gens s'acharnent à vouloir tout détruire, il apparaît bien que ce qui manque c'est à la fois le divertissement qui chasse l'ennui et l'espérance qui donne un but ».

Mais après avoir entrevu la profondeur de la crise de civilisation, l'ancien Chef de l'Etat est trop souvent tenté de la réduire à l'anecdote. Cela le conduit à expliquer — de façon simpliste — le mouvement de mai par la légè-

reté des Français fatigués de la trop grande stabilité de l'état gaulliste !

L'HONNETE GERANT DU CAPITALISME

Et surtout Pompidou doute formellement que l'homme politique puisse avoir un projet de civilisation capable d'assigner des fins élevées à la cité comme à l'individu. Il compte pour cela uniquement sur l'Eglise et s'inquiète de la voir perdre progressivement le sens du sacré. Mais à partir du moment où l'Etat est laïque, celui-ci doit limiter ses efforts à l'organisation de la vie présente. Et Pompidou, contrairement à un Maurras ne croit pas que cette organisation postule une philosophie de la vie et de l'homme, une anthropologie. Il pense au contraire que les principes de base de la société moderne n'ont pas à être remis en question : *Disons provisoirement que j'admets comme une donnée de fait la société industrielle, qu'elle soit de type capitaliste ou communiste, et que je me borne à essayer de définir une politique sociale dans le cadre ainsi tracé.*

A partir du moment où il adoptait une telle position, le chef de l'Etat était condamné à n'avoir qu'une vue tronquée des problèmes politiques et a fortiori de leurs solutions. Ceci est très net lorsqu'il parle du « crépuscule du marxisme ». Que reproche-t-il au marxisme soviétique ? D'être un système économiquement moins efficace que le capitalisme. Et sa critique s'arrête là. Dès lors il ne peut comprendre l'attrait exercé sur une partie de l'intelligentsia par un messianisme laïcisé qui prétend à la fois réduire l'homme à un « être de besoin » et satisfaire intégralement lesdits besoins. Il ne peut comprendre davantage que cet attrait peut être combattu par la critique radicale de cette conception mutilante, conception implicitement rejetée par le mouvement de mai.

Mais pour que M. Pompidou pousse sa critique du marxisme à ce niveau, il aurait fallu qu'il mette en cause la société de consommation qui, elle aussi, prétend rassasier l'homme conçu exclusivement comme « être de besoin ». La problématique qu'il a adoptée dans son ouvrage comme dans son action d'homme d'Etat le lui interdisait.

De même on ne peut manquer d'être frappé par l'absence d'ampleur qui préside à l'élaboration des réformes partielles qu'il propose. Sans doute doit-on constater qu'il fait une critique pertinente d'une certaine bureaucratie d'Etat, qu'il dénonce — belle pierre post mortem dans le jardin de Giscard — la mesquinerie tatillonne et tracassière du ministère des Finances.

Mais en fait de propositions concrètes, nous n'avons droit qu'à un catalogue de recettes plus ou moins astucieuses destinées à améliorer le fonctionnement de la société : cela va de la suppression du bac national au vœu de donner une mentalité plus audacieuse aux chefs d'entreprises en passant par la création de sociétés d'investissement foncier destinées à parachever la césure entre propriété et exploitation de la terre agricole. Il manque à l'ensemble un fil directeur, la volonté de promouvoir un projet original de civilisation.

Pour couronner le tout Pompidou ne cache

pas sa complaisance pour le modèle suédois. La Suède où l'homme est un enfant assisté du berceau jusqu'à la tombe ! La Suède dont le pourcentage de suicides est le plus haut du monde bien que le niveau de vie y soit le plus élevé après celui des Etats-Unis ! La Suède qui effectivement a réalisé une symbiose entre entreprise privée et dirigisme d'Etat, mais en privilégiant le mécanisme au détriment du vital, la raison ratiocinante au détriment de la poésie et du rêve !

LE PRAGMATISME ÉRIGÉ EN SYSTÈME

Ce pragmatisme sans principes se retrouve au niveau des institutions. Pompidou trouve bonne la constitution de la V^e République parce qu'elle réalise un compromis entre présidentialisme et parlementarisme. Et d'ajouter froidement : *En somme notre système précisément parce qu'il est bâtard, est peut-être plus souple qu'un système logique : les corniauds sont souvent plus intelligents que les chiens de pure race !* Apparemment l'ancien chef de l'Etat semble croire qu'en substituant à des constitutions qui accusaient l'opposition entre pouvoir législatif et pouvoir exécutif, une constitution qui enveloppe leurs rapports d'une zone de flou résoudra le problème institutionnel. Au président de tirer parti de ce flou pour naviguer au coup par coup. Mais éluder les problèmes ne les supprime pas pour autant ! Dans le cas où malgré les barrages constitutionnels, tel le droit de dissolution, une Assemblée de tendance politique contraire à celle du Président serait élue, qu'advierait-il ? M. Pompidou ne répond pas. Et pour cause !

Baron Louis du XX^e siècle, Georges Pompidou — malgré son intelligence et sa culture — a survolé les problèmes de la société contemporaine sans vraiment les comprendre. L'histoire ne retiendra à son actif qu'une seule chose, il est vrai importante : la modernisation de l'appareil industriel poursuivie depuis 1962. Mais cet acquis lui-même ne sera-t-il pas remis en cause avec l'arrivée à l'Elysée d'une caste qui souhaite concentrer le pouvoir entre les mains de quelques-uns et écraser les autres sous le poids d'une fiscalité et de contrôles de plus en plus rigides et tatillonne ?

Arnaud FABRE

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Édité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement six mois : 30 F
Abonnement un an : 55 F
Abonnement de soutien : 120 F

C.C.P. N.A.F. Paris 642-31
Directeur de la publication :
Yvan AUMONT

Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)